

Communiqué de presse.

Paris, le 13 octobre 2010.

Au-delà du retrait du projet de loi sur les retraites, il faut une autre répartition des richesses.

Les manifestations du mardi 12 octobre ont été encore plus importantes que celles du samedi 2. On y a vu toujours des actifs, du public et du privé, des chômeurs et des chômeuses, des précaires, des personnes du monde agricole, des personnes déjà en retraite, et aussi de plus en plus de jeunes. Cette arrivée des jeunes est la marque d'un cinglant échec pour la démagogie et la propagande du gouvernement. Pendant des mois, il s'est évertué à stigmatiser « l'égoïsme des retraités et des actifs qui, par leur irresponsabilité, allaient compromettre l'avenir des jeunes ». Les jeunes lui répondent que la solidarité réelle passe par d'autres voies que par la mise en cause des retraites.

L'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités Solidaires (UNIRS) constate que le niveau des revendications s'élargit au fur et à mesure des journées de grèves et de manifestations, et au fur et à mesure des mensonges du gouvernement et de son intransigeance à l'égard des travailleurs qui n'a d'égal que sa complaisance maintenue à l'égard des possédants.

Pour permettre aux jeunes de rentrer plus facilement et plus rapidement dans la vie active, il ne faut certainement pas obliger leurs parents et leurs grands-parents à travailler encore plus longtemps. La revendication d'une autre répartition du travail et du temps de travail est en filigrane dans l'autre réforme des retraites préconisée par Solidaires. Il n'est pas acceptable que certaines et certains usent leur corps et leurs nerfs au travail pendant trop d'années, pendant que d'autres sont obligés au chômage ou à la succession de travaux précaires et intermittents. Il faut répartir autrement le travail et le temps de travail ; et il ne faut plus que des rentiers puissent continuer de vivre très confortablement dans l'oisiveté et par la seule fatigue des autres.

Il faut une autre répartition des richesses. Le plein emploi lié à une augmentation de la masse salariale est la meilleure garantie pour la sauvegarde des retraites par répartition et, plus globalement, pour la pérennité améliorée de notre système de Sécurité sociale. Ceci implique que la finance et les financiers ne soient plus laissés totalement libres de placer et de déplacer des masses énormes de capitaux sans contrôles et sans contraintes. Ceci implique que ce ne soit plus la finance qui dirige le monde, mais le débat démocratique libre. L'affrontement central est à ce niveau, et le gouvernement Sarkozy-Fillon est d'autant plus crispé sur sa réforme qu'il est décidé à toujours satisfaire les exigences de la finance, malgré ses quelques rodomontades passagères.

L'UNIRS appelle les personnes en retraite à continuer de participer aux mobilisations en cours, notamment en manifestant encore massivement le samedi 16 octobre. Les personnes retraitées peuvent aussi aider les grévistes en grève reconductible, en popularisant leurs actions, en participant aux collectifs locaux de solidarité financière et aux lieux de rencontres et de débats.

